



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 07/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS

18 BOULEVARD LOUIS SEGUIN
92707 Colombes

Références : CI rejets aqueux 2025
Code AIOT : 0007402282

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2025 dans l'établissement SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS implanté 18 BOULEVARD LOUIS SEGUIN 92707 Colombes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 mai 2025 dans l'établissement SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS à COLOMBES. Cette inspection était réalisée dans le cadre d'un contrôle inopiné des rejets aqueux en application des dispositions du code de l'environnement par un laboratoire agréé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS
- 18 BOULEVARD LOUIS SEGUIN 92707 Colombes
- Code AIOT : 0007402282
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Safran Transmission Systems travaille sur des pièces de moteurs d'avion et d'hélicoptères dédiés à la transmission de puissance (carters, pignons...). La société Safran Transmission Systems fait de l'usinage de pièces et du traitement de surface par différents procédés chimiques et thermiques.

Les prescriptions techniques applicables au site sont définies par l'arrêté préfectoral du 26 juin 2018 complété par l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 définissant les garanties financières.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Opérations de recherche et de constatation des infractions	Code de l'environnement du 27/07/2019, article L172-4	Sans objet
2	Contrôle et sanctions administratifs	Code de l'environnement du 09/12/2020, article L514-8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné des rejets aqueux s'est passé sans difficulté. L'exploitant a mis à disposition le matériel nécessaire pour permettre l'accès aux points de rejets aqueux faisant l'objet du contrôle inopiné.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Opérations de recherche et de constatation des infractions

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L172-4
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les inspecteurs de l'environnement mentionnés à l'article L. 172-1 et les autres fonctionnaires et agents de l'État, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics habilités au titre des polices spéciales du présent code à rechercher et à constater les infractions aux dispositions du présent code et des textes pris pour son application exercent leurs compétences dans les conditions prévues à la présente section. Lorsqu'ils sont habilités à rechercher et à constater des infractions à d'autres dispositions législatives, ils exercent leurs compétences dans ces mêmes conditions.
Constats : L'inspection des installations classées s'est rendue le 5 mai 2025 sur le site de SAFRAN TRANSMISSION SYSTEMS à Colombes dans le cadre d'un contrôle inopiné des rejets aqueux. La société APAVE s'est occupé de réaliser les prélèvements. Les mesures ont été effectuées en continu du 5 au 6 mai 2025 au niveau des 3 points de rejets A, B1 et B2. Les résultats seront analysés par l'inspection des installations classées à réception.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle et sanctions administratifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 514-8
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les dépenses correspondant à l'exécution des analyses, expertises ou contrôles nécessaires pour l'application du présent titre, y compris les dépenses que l'État a engagées ou fait engager dans le cadre de la gestion ou du suivi des impacts et conséquences d'une situation accidentelle, sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Les mesures des rejets aqueux ont été réalisés conformément à l'article L. 514-8 du Code de l'Environnement.
Type de suites proposées : Sans suite